

*Pouvoir d'emprunt*

Pourquoi le gouvernement devrait-il envahir les marchés nationaux et écarter le danger qui menace les banques—celles-ci ont effectivement trop d'argent—en empruntant à des taux de 10, 11 et 12 p. 100? Pareils taux sont usuraires, compte tenu du fait que partout ailleurs l'on offre aux gouvernements des taux d'intérêt de 6 p. 100.

Je sais que les entreprises privées l'ont découvert. En effet, elles ne sont pas en mesure de contracter des emprunts à des taux aussi intéressants que 6 p. 100, mais elles ont découvert qu'elles peuvent s'adresser à ces sources extérieures et obtenir des sommes faramineuses franches d'intérêt. En échange, elles consentent une tranche de leurs bénéfices sous forme d'actions ou d'intérêt dans ces bénéfices. Bien que le gouvernement ne puisse recourir à cette technique, c'est-à-dire consentir une part de ses bénéfices, car il est rare qu'un gouvernement réalise des bénéfices, ses divers organismes peuvent s'en servir pour alléger les pressions qui s'exercent sur la trésorerie. Mais le gouvernement ne devrait surtout pas s'adresser aux États-Unis où les taux d'intérêt sont trop élevés. Tous les gouvernements de l'Occident exhortent le gouvernement américain à surveiller de près sa masse monétaire qui s'accroît depuis près d'un an maintenant. Les Américains ont probablement été trop loin, mais tous les indices portent à croire que leur situation est en voie de se stabiliser. Nous devons persister dans nos efforts en vue de réduire nos taux d'intérêt, car si nous réussissons à faire baisser ces taux ainsi que l'inflation et les prix, nous avons de bonnes chances de nous relever et de continuer d'aller de l'avant.

Si je fais cette proposition, ce n'est pas dans le but d'embarasser le gouvernement, mais bien parce que je sais qu'il dispose des pouvoirs législatifs qui lui permettront d'y donner suite. Les ministres se disent entièrement d'accord avec mon idée, mais ils ne la mettent jamais à exécution. Tous les autres ministères ont fait savoir qu'ils agiraient en ce sens s'ils avaient l'assentiment du ministère des Finances. J'invite donc les ministériels à user de l'influence qu'ils devraient avoir pour amener le ministère des Finances à accepter d'obtenir des fonds à meilleur marché et à continuer à exercer des pressions sur nos marchés financiers pour faire baisser encore plus les taux d'intérêt. Ce projet est faisable, à mon avis. Il ne manque au gouvernement que la volonté de renoncer à des tendances suicidaires qui l'incitent à emprunter tant et plus à n'importe quel taux d'intérêt, ce qui risque de nous faire retomber dans le marasme dont nous sortons à peine. Il y a déjà huit ans que cela dure, et nous en avons assez.

● (1550)

**M. Bill Kempling (Burlington):** Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots au sujet du projet de loi C-151, dans la même veine que les interventions de mes collègues aujourd'hui.

Certains Canadiens commencent à entrevoir la reprise économique que nous souhaitons tous et dont nous avons tous besoin, mais plus de 1.5 million de personnes demeureront en chômage dans un avenir immédiat. La vérité, c'est que le nombre de personnes qui arrivent sur le marché du travail dépasse le nombre d'emplois disponibles. Les arguments selon lesquels nous aurions créé plus d'emplois que l'année dernière ou l'année d'avant n'ont pas grande valeur. Ce qu'il faut, ce sont des emplois durables, permanents, en plus grand nombre. Cela doit être notre priorité absolue.

Il faut éviter à tout prix de mettre en péril la reprise qui se dessine à l'heure actuelle. En laissant l'inflation reprendre de plus belle, nous trahirions ceux qui ont sacrifié leur emploi, leur entreprise, leur maison ou leur avenir à la lutte contre l'inflation. Ils vivent dans l'espoir que des temps meilleurs leur permettront de récupérer leurs pertes et de recommencer à partir de zéro, sur des fondations qu'ils espèrent plus solides.

Ils ont appris à leurs dépens que l'on ne peut pas se débarrasser de l'inflation en dépensant sans compter. Ils espèrent que le gouvernement l'a compris. Ils cherchent des indices qui montreraient que cet espoir est fondé, mais il n'y en a pas. Le déficit, exprimé en pourcentage du produit national brut, a doublé et même triplé en dix ans. L'endettement dépasse notre capacité de payer. Ceux qui ont été les grands perdants de la récession s'inquiètent de cet endettement, car ils savent qu'il aura des répercussions sur les taux d'inflation et d'intérêt au cours des prochaines années.

D'après les prévisions du gouvernement, notre dette nationale va doubler et même quadrupler d'ici quatre ans. Plusieurs de mes collègues ont rappelé que c'est la septième fois au cours de la session actuelle que l'on nous présente un bill sur le pouvoir d'emprunt. Par le projet de loi à l'étude, le gouvernement réclame 4 milliards de dollars de plus que ce qui est nécessaire à l'heure actuelle, d'après le budget. Pour la période allant de 1983-1984 à 1986-1987, on prévoit des besoins de trésorerie de 93 milliards de dollars. Cela prouve que le gouvernement actuel s'obstinera à emprunter pour tenter de se sortir de ses difficultés financières.

Notre produit national brut réel a baissé de 4.8 p. 100 en 1982. Il a accusé une baisse de 7.5 p. 100 depuis le deuxième trimestre de 1981. On prévoit que la reprise entraînera une croissance du PNB d'environ 2 p. 100 en 1983. Cette croissance ne sera pas suffisante pour empêcher le taux de chômage d'augmenter. Voilà le dilemme qui se pose aux Canadiens.

Le gouvernement a dit que le moteur de l'économie, à savoir le secteur privé, allait nous faire sortir de la récession, provoquer la reprise et faire baisser le chômage. Voyons ce qu'il en est. L'industrie manufacturière n'utilise que 63 p. 100 de sa capacité. D'après Statistique Canada, les investissements diminueront de 2.4 milliards de dollars en 1983. Si l'on ajoute à ce chiffre une baisse de 4.5 milliards déjà enregistrée en 1982, on obtient une baisse totale des capitaux d'investissement de 6.9 milliards de dollars en deux ans.

Ce n'est pas la meilleure formule pour assurer la reprise. Dans les milieux des affaires, on craint que la reprise qui s'amorce ne soit qu'un phénomène temporaire, provoqué par l'écoulement des stocks accumulés. Quand on craint une flambée des taux d'intérêt, on n'investit qu'à court terme. C'est une autre facette du dilemme dans lequel nous sommes enfermés.

Nous avons besoin d'investissements à long terme. Les crédits d'impôt qui peuvent être annulés l'année suivante n'attirent pas vraiment le secteur privé. Il est nécessaire que le climat économique et financier qui sera le nôtre dans l'immédiat s'améliore énormément si nous voulons que les entreprises cessent de réduire leurs dépenses d'investissement au point où elles le font à l'heure actuelle. Tant que nous n'aurons pas établi un lien entre les dépenses d'investissement et les emplois et créé un climat fiscal attirant les investissements à long terme, nous ne pourrons commencer à réduire le chômage croissant que nous connaissons à l'heure actuelle.